

LE DÉBAT POPULAIRE SE POURSUIT

Signe que le sujet est mûr pour un vrai débat, nos lecteurs ont continué à s'exprimer en masse, hier, pour suggérer des pistes de solution afin que le Québec se sorte de son impasse budgétaire, lui qui a renoué avec les déficits l'an dernier après plusieurs années d'équilibre financier. Certains lecteurs nous ont toutefois reproché d'avoir donné trop d'espace aux économistes, qui ont déjà trop d'influence dans le système selon eux. D'autres sont ravis de pouvoir s'exprimer et, peut-être, se voir publier. Thérèse Pelletier : « Enfin quelqu'un qui nous permet de donner notre opinion ! » Pierre Gingras : « Le *Journal de Montréal* a pris une initiative formidable ». Martin Brochu : « Je félicite votre initiative sur le sujet qui porte beaucoup à réfléchir et à réagir. » Louis Pilon : « Et continuez votre excellent travail "pédagogique" auprès de vos lecteurs. » Donc on continue !

Un vrai cul-de-sac

Je crois que nous sommes rendus au point où le gouvernement n'a plus aucune marge de manœuvre pour aller chercher quoi que ce soit dans les poches des contribuables, sans risquer d'augmenter de façon draconienne le travail au noir, ce qui ne fera qu'empirer le problème.

- **Jaques Lebrun**

Se serrer la ceinture

Je suis retraitée de l'enseignement et je vis avec exactement la même rente. Pas un sou de plus, pas un sou de moins. À chaque augmentation du coût de la vie, je coupe. Coupure dans la coiffure, coupure dans les restaurants, coupure dans le linge, coupure dans la quête à l'église, coupure dans les cadeaux; et les voyages sont exclus jusqu'à nouvel ordre. On n'est pas dans la misère, mais l'abus que l'on voit partout nous désole.

- **Monique Hubert**

Se prendre en main

Dans toutes les idées que j'ai lues, je n'ai jamais entendu ou lu une personne ou une entreprise dire on se prend en main. Mais aussitôt qu'il y a un problème, on demande au gouvernement de nous donner de l'argent. Avez-vous pensé aux montants qu'on économiserait en changeant notre façon de penser ?

- **Yves Vaudry**

Quand on ne veut pas être aidé

J'offre ma contribution volontaire et comme ancien p.-d.g., je vous promets des résultats, mais le gouvernement ne veut pas du public dans ses affaires, malheu-

reusement. Par expérience, essayer de sauver quelqu'un qui ne veut pas, c'est du temps perdu.

- **Claude Gaulin**

Commencer par le haut

Il faut faire le grand ménage chez nos dirigeants et dans l'administration des finances publiques avant de demander aux gens de contribuer plus.

- **Claude Corriveau**

Du dégraissage plus intelligent

Quand je dis dégraisser, je ne dis pas d'écoeurer les dirigeants et hauts fonctionnaires pour les barres de chocolat qu'ils mangent aux frais de l'État! Je ne dis pas non plus de traiter les autres fonctionnaires de paresseux et de vouloir les sous-payer. C'est l'organigramme qui est à revoir. Trop de coordination, trop de planification, trop de consultations, trop d'organisations, trop de réunions!

- **Guy Mathieu**

Grosse maison, grosse facture

Une suggestion pour redresser les finances publiques, puisque l'on parle d'augmenter les tarifs d'électricité et d'utiliser cet argent pour financer les différents services: on pourrait avoir des taux progressifs, comme les impôts. C'est-à-dire les maisons ou appartements qui consomment peu se verraient attribuer un tarif faible, les habitations qui consomment plus se verraient attribuer un tarif plus élevé.

- **Marc Legault**

Un impôt plus progressif

Pourquoi ne pas faire payer des impôts selon une nouvelle échelle qui serait juste et équitable.

Exemple: 25 K et - = 0 %, 25 k et 45 k = 20 %, 45 k et 65 K = 30 %, 65K - 100 K - 40 %, 100 K - 250 K = 50 %, 250 K et + = 60 %.

- **Jean Gagné**

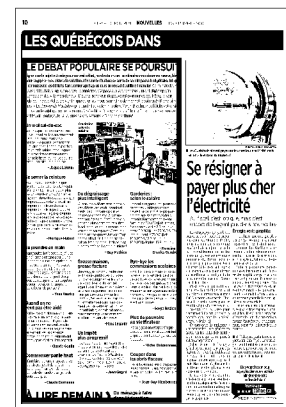
Garderies : selon le salaire

Le coût des garderies, pour que ce soit équitable pour tous, devrait, selon moi être proportionnel aux salaires des deux parents. Par exemple: revenu familial de 50 000 \$ et moins, les frais demeurent à 7 \$ par jour; entre 50 001 \$ et 75 000 \$, 10 \$ par jour; entre 75 001 \$ et 100 000 \$, 12 \$ par jour; 100 001 \$ et plus, 15 \$ par jour.

- **Francine et Charles Gendron**

Bye-bye les commissions scolaires

Abolition des commissions scolaires et transfert de la gestion des édifices scolaires aux municipalités et des budgets aux directeurs d'écoles. D'un seul coup, on économise sur la gestion, on économise sur des parasites élus par



une minorité de gens et sur des élections inutiles.

- Serge Rochette

**Plus de pouvoirs
au vérificateur**

Ma suggestion est très simple, c'est donner un vrai pouvoir juridique au vérificateur général du Québec.

- Michel Boissonneault

Couper dans

les abris fiscaux

Les subventions aux compagnies, les abris fiscaux aux compagnies et aux individus, les fiducies familiales.

- Jean-Guy Charbonneau

À LIRE DEMAIN ➤ **Du ménage à faire
dans l'éducation**



STÉPHANE GENDRON Maire de Huntingdon
Collaboration spéciale

Le Québec des consanguins

Jean Charest va réunir à Lévis prochainement le Québec des habitués, celui des cocktails, des sommets, des petits canapés et de l'eau en bouteille. Bref une vaste convention où tous les consanguins politiques du Québec paroissial viendront dégainer leur vision intégriste des 20 prochaines années pour le bien de notre tribu.

Pauvre petit peuple que nous sommes! À la table de la consanguinité, nous y verrons un immense râtelier où tous nos amis seront présents: l'amicale intersyndicale, les gens de la droite économique, quelques papes sociaux, et la Cour princière de la Famille Desmarais. Dans ce dernier cas, il s'agit d'une première sortie publique de Sa Majesté. Il sera intéressant de voir comment cette famille va se comporter aux agapes fraternelles de la communauté bien-pensante. D'ailleurs, je me demande encore sincèrement ce que Desmarais va aller foutre à cette convention. Va-t-il déléguer Henri-Paul Rousseau, l'homme qui a quitté le bateau de la Caisse de dépôt avec une prime à la démission? Ce dernier pourrait bien occuper deux chaises, lui qui a pêché des deux bords de la chaloupe, a toute la crédibilité qu'il faut pour exposer l'avenir du bon peuple.

Je déteste ce genre de conventum où la petite clique élitiste se réunit dans notre dos. Bien évidemment, nous n'aurons pas de voix au chapitre. Cet exercice est d'une inutilité crasse. L'heure n'est plus à la consultation. Avec plus de 200 milliards de dettes publiques et un paiement de plus de 8 milliards en intérêt annuellement, il faut appliquer dès maintenant une médecine de cheval sans retour. Il faut profiter du départ à la retraite des fonctionnaires pour sabrer les missions de l'État, et ce, de façon rigoureuse. Car n'oublions pas que la baisse de population du Québec au cours des prochaines années entraînera une réduction sensible des travailleurs contribuant à la survie de tous nos programmes. Et qu'arrivera-t-il lorsque les revenus fiscaux seront inexorablement à la baisse? Ce sera la décote du crédit qué-

bécois sur les marchés, et les paiements en intérêts vont exploser. Et là, ce sera la faillite technique. Petit peuple de 4 millions, il ne sera plus question de parler de souveraineté, mais de pitié. Il ne nous restera qu'à prier pour que le Canada nous garde comme simple province pauvre parmi les plus pauvres. Saviez-vous que le paiement annuel en intérêt du Québec s'approche dangereusement de ce que nous réservons comme budget de l'Éducation pour nos enfants?

REMISE EN QUESTION

Je ne sais pas comment Jean Charest fait pour aller à Davos alors que le bateau a pris l'eau ici. Comme premier ministre, il faut immédiatement s'interroger sur la survie des organismes ou des programmes suivants: le Conseil du statut de la Femme, le Conseil supérieur de l'éducation, les Conférences régionales des élus, les municipalités régionales de comtés, les municipalités de moins de 1000 habitants, les ministères inutiles qui pourraient être refondus dans d'autres comme l'Habitation, les Mines, les Aînés, le tarif à 7,00 \$ des services de garde, deux hôpitaux universitaires pour Montréal, le centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Centre francophone

Je déteste ce genre de conventum où la petite clique élitiste se réunit dans notre dos

d'informatisation des organisations... et j'en passe!

Quand on est une société riche, on peut se permettre de cogiter et d'avoir des observatoires de l'administration publique. Quand on est pauvre, on est moins philosophe et on revient à nos missions essentielles: l'éducation, la santé et la sécurité publique. Le reste, on verra après.

➔ Réagissez à cet article en ligne à : gendron_commentaire@journalmtl.com

